

# PREFECTURE DU VAR

**ARRETE** en date du 29 septembre 1999

portant autorisation d'exploiter une installation de stockage  
et d'activités de récupération de métaux et d'alliages de résidus métalliques,  
d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage ainsi qu'une déchetterie  
- S.A.R.L. **FRANCE RECUPERATION RECYCLAGE** - Commune de LA CRAU -

**Le Préfet du VAR,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,

**VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992,

**VU** la demande reçue le 28 juillet 1998, présentée par M. Emmanuel SANTIAGO, Gérant de la S.A.R.L. FRANCE RECUPERATION RECYCLAGE, dont le siège social est : Z.A.C. de Gavarry - Avenue Bréguet - 83260 LA CRAU, en vue d'être autorisé à exploiter une installation de stockage et d'activités de récupération de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage ainsi qu'une déchetterie, située à l'adresse susvisée, sur le territoire de la commune de LA CRAU,

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1998 portant ouverture de l'enquête publique relative à cette demande, qui s'est déroulée du 23 novembre au 23 décembre 1998 inclus,

**VU** le dossier soumis à l'enquête publique,

**VU** l'avis émis par le commissaire-enquêteur,

**VU** les avis réglementaires prononcés dans le cadre du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, notamment dans son article 9,

**VU** le rapport en date du 23 mars 1999 établi par l'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

**VU** l'avis formulé par le Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 18 novembre 1998,

**VU** les observations formulées par le pétitionnaire en date du 28 août 1999,

**VU** la lettre en date du 14 septembre 1999 de l'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,

.../...

# ARRETE

## ARTICLE 1 -

La Sarl FRANCE RECUPERATION RECYCLAGE sise ZAC de GAVARRY, Avenue Breguet 83260 LA CRAU est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter dans son établissement situé à l'adresse ci-dessus les activités visées ci-après.

Ces activités sont répertoriées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'éventuellement par celles de la nomenclature "loi sur l'eau".

Rubrique	Libellé de l'activité	Niveau d'activité	Régime (1)
286	Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, la surface utilisée étant supérieur à 50 m <sup>2</sup> .	environ 9000 m <sup>2</sup>	A
2710-2°	Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux, ou produits triés apportés par le public, la superficie de l'installation étant comprise entre 100 et 2500 m <sup>2</sup>	environ 2 200 m <sup>2</sup>	D

(1) A : autorisation ; S : servitude d'utilité publique ; D : déclaration ; NC : non classable

.../...

## ARTICLE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

### ARTICLE 2.1 : CONFORMITE AUX PIECES DU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant à l'appui de sa demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

### ARTICLE 2.2 - DECLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis à l'inspection des installations classées dans un délai défini par elle.

### ARTICLE 2.3 - CONTROLES ET ANALYSES (INOPINES OU NON)

Indépendamment des contrôles et analyses explicitement prévus dans le présent arrêté (et les éventuels arrêtés complémentaires qui pourraient ultérieurement être pris), l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser (ou faire réaliser soit en le demandant directement à un organisme tiers qu'elle choisira, soit en le demandant à l'exploitant lequel s'adressera alors à un organisme tiers soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé) des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et des mesures de niveaux sonores.

Les frais consécutifs à ces prélèvements, analyses et mesures sont à la charge exclusive de l'exploitant.

### ARTICLE 2.4 - ENREGISTREMENT, RESULTATS DE CONTROLES ET REGISTRE

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site, durant au moins 3 années, à la disposition de l'inspection des installations classées, sauf réglementation particulière fixant une autre durée.

### ARTICLE 2.5 - CONSIGNE

Les consignes écrites répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et systématiquement mises à jour.

.../...

## ARTICLE 2.6 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée il remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et se conforme aux dispositions réglementaires prévues dans ce cas par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (ces dispositions figurent actuellement à l'article 34-1 de ce décret).

## ARTICLE 2.7 - INSERTION DE L'ETABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer ses installations dans le paysage. A cette fin il devra notamment :

- assurer un masquage de ses activités par la mise en place, sur l'ensemble du périmètre de son terrain, d'un bardage métallique, s'intégrant au mieux dans le paysage, d'une hauteur minimale de 2 mètres
- ne pas stocker sur une hauteur supérieure à 2,50 m, les divers résidus qui seront entreposés à l'extérieur du bâtiment

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...) et débroussaillés si nécessaire en vue de la prévention des risques d'incendie.

## ARTICLE 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

### ARTICLE 3.1 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX OU DES SOLS

#### Article 3.1.1. - Prélèvements et consommation d'eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

L'eau nécessaire à l'exploitation de l'établissement est prélevée exclusivement sur le réseau public (réseau "eau de ville").

L'ouvrage de raccordement au réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

#### Article 3.1.2. - Réseaux de collecte des effluents liquides

##### Article 3.1.2.1. - Description des divers réseaux

Les réseaux de collecte des effluents liquides séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

Dans ce but, l'établissement dispose des divers réseaux de collecte des effluents liquides suivants :

- le réseau de collecte des eaux résiduaires polluées, destiné à recevoir les eaux de type domestique (eaux vannes, eaux des lavabos, etc...) et à les déverser dans le réseau d'égout communal "Eaux Usées"

.../...



- le réseau de collecte des eaux pluviales destiné à recevoir :

- les eaux issues des toitures des bâtiments
- les eaux issues des aires imperméabilisées, non couvertes, de l'établissement

et à les déverser (après passage dans un bac débourbeur-déshuileur, non bi-passable, pour celles issues des aires imperméabilisées non couvertes) via une canalisation dont le diamètre intérieur maximal est inférieur ou égal à 300 mm, dans le réseau d'égoût communal "Eaux Pluviales".

*Article 3.1.2.2. - Conception, entretien et repérage des canalisations des réseaux de collecte des effluents liquides*

Les canalisations de collecte des effluents liquides pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Tous les réseaux de collecte des effluents liquides sont conçus et aménagés de telle sorte qu'ils ne puissent véhiculer dans le réseau public d'assainissement ou le milieu naturel une pollution accidentelle survenant sur le site de l'établissement. Si nécessaire, et en vue de satisfaire à cet objectif, des obturateurs, maintenus en bon état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ainsi qu'éventuellement à partir d'un poste de commande, sont montés en amont du point de rejet de ces réseaux dans le milieu naturel ou dans le réseau public d'assainissement.

Ces dispositions concernent tout particulièrement le réseau de collecte des eaux pluviales qui doit être équipé en amont du bac débourbeur-déshuileur d'une vanne permettant d'arrêter l'écoulement de ces eaux vers le réseau public et de les stocker sur les aires imperméabilisées de stockage des déchets, aménagées en forme de rétention conformément au schéma de principe figurant page 33 du dossier de la demande.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Un plan des divers réseaux de collecte des effluents liquides, faisant apparaître les divers secteurs de l'établissement collectés, les points de branchement au réseau, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques, etc..., est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Ce plan réalisé à une échelle convenable est tenu, à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Il est interdit, sauf exceptionnellement lors d'accidents où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, d'établir une ou plusieurs liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents liquides devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 3.1.3 - Installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents liquides

Les installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents liquides, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées aux rejets, sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

.../...

#### Article 3.1.4. - Qualité des effluents liquides rejetés

##### *Article 3.1.4.1. - Généralités*

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont conformes aux normes, servant de référence, en vigueur au moment de leur réalisation (actuellement les méthodes de référence figurent à l'annexe I a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, J.O. du 3/3/98).

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode normalisée de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les valeurs limites de rejet, fixées à l'article ci-après, s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés :

- soit sur vingt-quatre heures lorsque les installations de l'établissement sont exploitées en "3 x 8 heures" et que les rejets sont susceptibles d'avoir lieu pendant toute la période d'exploitation de celles-ci.
- soit sur une durée (inférieure à 24 heures) égale à la période journalière de fonctionnement des unités de production de l'établissement ou de fonctionnement des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents liquides (dans l'hypothèse où la conception des installations permet de dissocier, au moins partiellement, les périodes de fonctionnement des unités de production des périodes de fonctionnement des installations de traitement des effluents) dans les autres cas.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique ; ce flux est calculé, sauf disposition contraire, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une auto-surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures, comptés sur une base mensuelle, peuvent dépasser les valeurs limites de rejet prescrites à l'article ci-après, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite de rejet prescrite à l'article ci-après.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites de rejet fixées à l'article ci-après.

Les effluents aqueux rejetés par l'établissement ne sont pas susceptibles de dégrader le réseau public d'assainissement (lorsqu'il y a rejet dans un tel réseau) ou de dégager dans ce réseau des produits toxiques ou inflammables, éventuellement par mélange avec les autres effluents présents dans ce réseau. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

##### *Article 3.1.4.2. - Valeurs limites des rejets aqueux*

Les effluents issus du réseau de collecte des eaux pluviales respectent avant rejet dans le réseau d'égoût communal "Eaux Pluviales" non équipé d'une station d'épuration les valeurs limites ci-après :

- Débit : inférieur ou égal à 300 m<sup>3</sup>/h (cette limite est obtenue par la mise en place d'une buse de diamètre intérieur maximal de 300 mm avant rejet dans le réseau public)
- Température inférieure à 30° C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 (Norme NFT 90 008).

.../...

Paramètre	Norme d'analyse	Concentration en mg/l
MEST	NF EN 872	35
DBO <sub>5</sub>	NFT 90103	30
DCO	NFT 90101	125
Hydrocarbures totaux	NFT 90 114	10

Les prescriptions figurant dans le présent arrêté pris au titre de la législation sur les installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L 35-8 du Code de la Santé Publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

Article 3.1.4.3. - Modalités de surveillance ou d'auto-surveillance des rejets aqueux

Article 3.1.4.3.1. - Généralités

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux satisfaisant à minima aux dispositions fixées dans le présent arrêté (Cf. notamment l'article 3.1.4.3.2. ci-après). Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Les paramètres qui, aux termes des dispositions de l'article ci-après, sont mesurés en continu avec enregistrement, font l'objet d'une synthèse quotidienne, par l'exploitant, en vue de déterminer :

- pour le paramètre débit : le débit moyen par 24 heures ;
- pour le paramètre pH : le % du temps (par 24 heures) pendant lequel le pH est resté dans la fourchette prescrite.
- pour les autres paramètres : la moyenne arithmétique par 24 heures des valeurs instantanées mesurées.

Pour le cas où il n'y aurait pas un rejet en continu pendant 24 heures, seules les mesures correspondant aux périodes effectives de rejet seraient à prendre en considération, par intervalle de 24 heures, pour l'établissement de la synthèse quotidienne ci-dessus demandée.

Les résultats de l'ensemble des mesures d'auto-surveillance réalisées par l'exploitant sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées (éventuellement selon une présentation, un support ou un mode de transmission qu'elle fixera), accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées. Cette transmission à l'inspection des installations classées doit être faite avant le 7 de chaque mois.

.../...

Les résultats de l'ensemble des mesures de contrôle réalisées par un organisme tiers sont transmis, par l'exploitant, à l'inspection des installations classées dès leur réception par celui-ci, accompagnés de commentaires écrits sur les causes d'une part des dépassements éventuellement constatés, d'autre part des différences notables (écart supérieur à 50 %) entre les résultats fournis par l'organisme et ceux fournis par l'auto-surveillance réalisée au même moment (par les appareils de mesures en continu de l'exploitant) ou sur le même échantillon (que celui prélevé par l'organisme tiers) par l'exploitant, ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Article 3.1.4.3.2. - Nature et fréquence des mesures de surveillance ou d'auto-surveillance des rejets aqueux

Les effluents issus du réseau de collecte des eaux pluviales dont les valeurs limites de rejet ont été définies dans le présent arrêté font l'objet d'une surveillance selon les modalités définies ci-après :

Paramètre	Contrôles par un laboratoire agréé qui procède aux mesures, prélèvements et analyses selon les méthodes normalisées de référence applicables au jour du contrôle	
	Type d'échantillon prélevé (spot ou journalier)	Périodicité de la mesure
pH Température MEST DB05 DCO Hydrocarbures totaux	Echantillon ponctuel.	Une fois par semestre.

Article 3.1.5. - Conditions de rejet des effluents liquides

Les points de rejet dans le milieu récepteur (milieu naturel ou réseau public d'assainissement) sont en nombre aussi réduit que possible.

Ils sont au nombre de 2 pour cet établissement, à savoir :

- un point de rejet pour les eaux issues du réseau de collecte des eaux résiduares polluées (eaux domestiques)
- un point de rejet pour les eaux issues du réseau de collecte des eaux pluviales

.../...



Les ouvrages de rejet, doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents liquides sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants, etc...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention des organismes extérieurs chargés d'effectuer des contrôles en application des dispositions du présent arrêté.

**Article 3.1.6. - Prévention de la pollution accidentelle des eaux ou des sols (y compris par les eaux pluviales ou par les eaux d'extinction en cas d'incendie)**

***Article 3.1.6.1. - Généralités***

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection des eaux ou des sols tels que produits de neutralisation, produits inhibiteurs, produits absorbants.

***Article 3.1.6.2. - Stockages des produits ou déchets liquides***

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires (pluviales, industrielles ou domestiques) ni aux éventuels bassins étanches de confinement.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

.../...

Il incombe à l'exploitant de justifier, par tous moyens probants (notamment calcul de la capacité de rétention à partir de relevés de géomètre en cas de formes complexes), à l'inspection des installations classées, que les capacités de rétention associées à ses stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols satisfont bien aux exigences minimales ci-dessus fixées.

La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'évacuation, situé en partie basse, qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits ou déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, n'est autorisé, sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résistante à l'action physique ou chimique de ces produits, ou dans des réservoirs assimilés (double enveloppe).

*Article 3.1.6.3. - Stockage des produits ou déchets solides*

Le stockage des produits solides dangereux ou polluants ainsi que le stockage des déchets solides susceptibles de contenir de tels produits sont effectués sur des aires étanches couvertes évitant tout apport d'eau météorique ou à défaut aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

*Article 3.1.6.4. - Stockage des produits ou déchets liquéfiés*

Le stockage de produits ou de déchets liquéfiés dangereux ou polluants sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

*Article 3.1.6.5. - Aires de chargement ou de déchargement par des véhicules citernes de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols*

Les opérations de chargement ou de déchargement par des véhicules citernes de liquides (produits ou déchets) susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols s'effectuent exclusivement sur des aires étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles que celles ci-dessus édictées pour les stockages de ces produits ou déchets liquides.

*Article 3.1.6.6. - Transport et manipulation des produits ou déchets dans l'établissement*

Le transport des produits ou déchets à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

La manipulation des produits ou déchets, dangereux ou polluants, solides ou liquides, (ou liquéfiés), est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

.../...

#### Articles 3.1.6.7. - Données de sécurité

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail permettent de satisfaire à cette obligation.

#### Article 3.1.6.8. - Etiquetage - Identification

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits qu'ils contiennent et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### Article 3.1.6.9 - Bassin de confinement

L'ensemble de la surface du terrain où s'exercent les activités sera bétonné et aménagé en forme de rétention de manière à constituer un bassin dont la capacité géométrique sera d'au moins 1 000 m<sup>3</sup>. La surface concernée par cette obligation est celle qui figure schématiquement sur le plan de la page 33 du dossier de la demande.

L'exploitant doit faire procéder, par un géomètre expert, à la détermination du volume géométrique de la rétention qu'il réalisera et tenir les informations correspondantes à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux recueillies sur cette surface (eau pluviale ou eau d'extinction en cas de sinistre) sont dirigées vers le réseau de collecte des "Eaux Pluviales" décrit à l'article 3.1.2.1. ci-dessus ; réseau qui est équipé d'une vanne de sectionnement située en amont du bac débourbeur-déshuileur dont il est fait mention à l'article 3.1.2.2 ci-dessus.

### ARTICLE 3.2 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

#### Article 3.2.1. - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
- le stockage des produits susceptibles d'être dispersés par le vent (papiers notamment) se fait exclusivement à l'intérieur du bâtiment présent sur le site.

.../...

### ARTICLE 3.3 - GESTION DES DECHETS

#### Article 3.3.1. - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit, conformément à la partie "déchets" de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres (NIVEAU 0 de gestion des déchets) ;
- recycler ou valoriser, après les avoir éventuellement triés, ses sous-produits de fabrication (NIVEAU 1 de gestion des déchets) ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique (NIVEAU 2 de gestion des déchets) ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles (NIVEAU 3 de gestion des déchets).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation (nature, caractéristiques physico-chimiques, etc...) de tous les déchets industriels spéciaux produits dans son établissement. (Voir l'article 2-1 de la loi n° 75-633 du 19/07/75 modifiée relative à l'élimination des déchets qui définit ce qu'est un D.I.S. et son décret d'application n° 97-517 du 15/5/97 qui en fixe la liste).

#### Article 3.3.2. - Liste des déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur ou à l'intérieur de son installation

La présente liste ne prend pas en compte les déchets qui pourraient n'être produits que de façon exceptionnelle ou accidentelle.

Tout déchet non mentionné dans la liste ci-après ou toute modification dans les modalités de gestion des déchets doit être, préalablement à leur production ou à leur élimination, porté à la connaissance de l'inspection des installations classées avec les éléments d'appréciation nécessaires.

.../...

Type de déchet	Modalités d'élimination  I : interne E : externe	Modalités de gestion  - recyclage - valorisation - traitement - mise en décharge	Niveau de gestion  (de 0 à 3)
Résidus métalliques et carcasses de véhicules hors d'usage	E	Recyclage	1
Huiles de vidange	E	Recyclage ou valorisation énergétique	1
Liquides de frein, de refroidissement, de lave-glace	E	Traitement	2
Boues et hydrocarbures provenant du bac d'égoutteur-déshuileur	E	Traitement	2
Batterie automobiles	E	Recyclage	1
Bois	E	Valorisation ou recyclage	1
Papiers-cartons	E	Recyclage	1
Plastiques	E	Recyclage ou valorisation	1
Textiles	E	Recyclage	1
Verres	E	Recyclage	1
Carburants (essence, gazole)	I	Recyclage (par réemploi)	1

### Article 3.3.3. - Stockage temporaire des déchets sur le site de l'établissement

Sans préjudice des dispositions déjà édictées dans le présent arrêté en matière de stockage des déchets (cf. notamment l'article 3.1.6.), les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant revalorisation ou élimination des déchets industriels spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

.../...



#### Article 3.3.4. - Modalités d'élimination des déchets

Les diverses catégories de déchets stockées sur le site doivent être périodiquement évacuées vers des installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Aucun déchet ne doit resté entreposé sur le site plus de 6 mois.

Aucun déchet ne peut être éliminé par enfouissement sur le site de l'usine.

#### Article 3.3.5. - Tracabilité des mouvements de déchets et information des autorités

Tous les déchets produits par l'exploitation de l'usine qui sont recyclés, valorisés, traités ou éliminés hors du site de l'usine, font l'objet, lors de chaque enlèvement, de l'établissement d'un bordereau de suivi selon les modalités en vigueur relatives au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances (cf. actuellement l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de tels déchets) ou de tout autre document pour les autres types de déchets (facture, bon d'enlèvement, etc...) sur lesquels apparaissent les informations ci-après :

- nom du producteur du déchet ;
- désignation du déchet ;
- code du déchet selon la nomenclature en vigueur (cf. actuellement le décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux) ;
- la quantité enlevée (en masse, en volume ou en nombre d'unités)
- la date d'enlèvement ;
- le nom de la société de transport qui a pris en charge le déchet à l'usine ;
- la destination finale du déchet (nom et adresse du centre d'élimination finale) et éventuellement le (ou les) centre de regroupement ou de transit par lequel est passé le déchet ;
- la nature de l'élimination effectuée (incinération, enfouissement, etc...).

Un registre retraçant au fur et à mesure les opérations effectuées relatives à l'élimination des déchets et reprenant les informations ci-dessus est établi par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que les bordereaux ou documents correspondants ci-dessus mentionnés.

.../...

Sur ce registre sont également consignées, au fur et à mesure, les opérations de recyclage, de valorisation ou de traitement effectuées en interne sur les déchets produits. Pour ces opérations les informations portées sur le registre mentionnent :

- la désignation du déchet ;
- le code du déchet selon la nomenclature en vigueur ;
- la quantité recyclée, valorisée ou traitée (en masse, en volume ou en nombre d'unités) ;
- la date de l'opération ;
- la nature de l'opération (recyclage, valorisation ou traitement).

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de lui communiquer ou de lui adresser soit une copie de ce registre, soit un récapitulatif de ce registre selon un modèle qu'elle fixera. Cette demande de l'inspection peut être faite soit en vue d'une communication ponctuelle, soit en vue d'une communication périodique de ces documents selon une fréquence qu'elle fixera.

### ARTICLE 3.4 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET VIBRATIONS

#### Article 3.4.1. - Généralités

Les émissions sonores de l'établissement sont conformes aux dispositions réglementaires qui leur sont applicables. En l'état actuel de la réglementation il s'agit de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (J.O. du 27/03/97).

#### Article 3.4.2. - Emergence admissible

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée (toute zone située au-delà du périmètre d'établissement, exception faite des voies de circulation, constitue une zone à émergence réglementée).

<i>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</i>	<i>Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</i>
<i>Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</i>	<i>6 dB (A)</i>	<i>4 dB (A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB (A)</i>	<i>5 dB (A)</i>	<i>3 dB (A)</i>

.../...

### Article 3.4.3. - Niveaux de bruit en limite de propriété

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement doivent être inférieurs ou égaux aux valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Emplacement du point de mesure	Niveau de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété	
	Pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
en tout point du périmètre constituant la limite de propriété de l'établissement	61	57

### Article 3.4.4. - Mesure des émissions sonores

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date du présent arrêté puis tous les 3 ans une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements que définira l'inspection ; ces emplacements étant déterminés de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où celle-ci est réglementée ainsi que le respect du niveau de bruit en limite de propriété.

Il appartient à l'exploitant de solliciter, en temps opportun, l'inspection des installations classées afin qu'elle lui donne son accord ou lui définisse les emplacements de mesure tel que ci-dessus prévu.

### Article 3.4.5. - Vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par cette circulaire.

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, chaque fois que la demande lui en sera faite par l'inspection des installations classées, une évaluation des effets des vibrations mécaniques dues à ses installations et transmises dans l'environnement (cette évaluation concerne d'une part la sécurité des constructions, d'autre part les effets sur les occupants de ces constructions), par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de celle-ci.

.../...

### ARTICLE 3.5. - PREVENTION DES RISQUES

#### Article 3.5.1 - Moyens de secours contre l'incendie

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens sont au minimum les suivants :

- deux poteaux d'incendie normalisés NFS 61.213 placés à moins de 200 m des risques à défendre
- extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
- six robinets d'incendie armés de 40 mm, conformes à la norme NFS 61.201, judicieusement répartis sur l'ensemble de l'installation
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### Article 3.5.2 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosive ou émanations toxique). Ce risque est signalé.

#### Article 3.5.3 - Matériel électrique de sécurité

Dans les zones de l'établissement susceptibles de présenter des risques d'explosion, le matériel électrique doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées.

#### Article 3.5.4 - Interdiction des feux

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones, en caractères apparents.

.../...

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des produits dangereux, toxiques ou polluants
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 3.5.4. ci-dessus
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention dans l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ...

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES A CERTAINES ACTIVITES

ARTICLE 4.1 - ACTIVITE DE RECUPERATION DE DECHETS DE METAUX

L'activité de récupération de carcasses de véhicules hors d'usage est limitée au simple stockage de ces carcasses sans démontage de pièces en vue d'une revente en pièces d'occasion (cette récupération de pièces ayant en général déjà été effectuée par d'autres professionnels).

De plus, les carcasses de véhicules hors d'usage, blocs moteur ou boîtes de vitesses doivent, dès leur arrivée sur le site, être débarassées, si elles ne l'ont pas déjà été, des produits liquides qu'elles pourraient contenir (essence, gazole, huile, liquide de frein, de refroidissement, de lave-glace, etc ...). Ces opérations de dépollution doivent avoir lieu exclusivement sur l'aire prévue à cet effet dans le hangar présent sur le site.

ARTICLE 4-2 - ACTIVITE DE DECHETTERIE

Les activités de la déchetterie sont limitées à la réception des seuils déchets suivants :

- Bois et végétaux
- Métaux
- Papiers et cartons
- Plastiques
- Textiles
- Verres
- Monstres (limités au gros électroménager et éléments de véhicules)
- Déchets ménagers spéciaux (limités aux batteries de véhicules automobiles et aux divers fluides présents dans ces véhicules : huiles usagées ; liquide de frein, de refroidissement, de lave-glace ; acide de batterie ; fuel ; essence).

Les déchets ménagers spéciaux ainsi que les déchets ci-dessus susceptibles d'être dispersés par le vent (tels que les papiers et plastiques) sont entreposés exclusivement à l'intérieur du hangar présent sur le site.

En dehors des heures d'ouverture, les installations de la déchetterie sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

.../...



Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément aux dispositions ci-dessus, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes ou de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

L'exploitant veille à la mise en état de dératisation de l'installation.

Le hangar (affecté partiellement à l'activité de déchetterie) doit être construit en matériaux incombustibles (classe MO). Il doit être équipé en partie haute de dispositifs permettant une évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (il pourra s'agir soit d'un système naturel qui nécessitera d'avoir une surface utile des évacuations des fumées au moins égale à  $1/200^e$  de la surface du local, soit d'un système mécanique qui nécessitera un débit d'extraction minimum de  $1 \text{ m}^3/\text{s}$  pour  $100 \text{ m}^2$  de surface du local). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et doivent être facilement manoeuvrables à partir du plancher.

**Article 5 : Annulation et déchéance**

La présente autorisation cessera de porter effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure

**ARTICLE 6 : Code du Travail**

Les conditions ainsi fixées ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposés aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

**ARTICLE 7 : Permis de construire**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

**ARTICLE 8 : Transfert des installations et changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Tout transfert des installations visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une nouvelle demande d'autorisation.

**ARTICLE 9**

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et sera tenu de le présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 10**

Les droits des tiers restent et demeurent expressément réservés.

.../...

### ARTICLE 11

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation des installations rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et la sécurité publiques, et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

### ARTICLE 12

- 1) Une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposée en mairie de LA CRAU.
- 2) Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte.
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

### ARTICLE 13

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,
- Le Maire de LA CRAU,
- L'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le 29 septembre 1999  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général par intérim  
Signé : Jacques LE PAVEC



POUR AMPLIATION  
*Attaché Principal, Chef de Bureau*

*g*  
Jean-Claude LE DUFF